



EN BREF



# AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Photo © PNUD/AFP Photo/Luis Acosta.

## Quel est le problème ?

L'investissement dans l'autonomisation économique des femmes est une voie sûre vers l'égalité des sexes, l'éradication de la pauvreté et une croissance économique inclusive. La contribution qu'apportent les femmes à l'économie est énorme, que cela soit dans le cadre d'entreprises, d'exploitations agricoles, en tant qu'entrepreneuses, salariées, ou en dispensant des soins non rémunérés à la maison.

Cependant, elles continuent d'être touchées par la pauvreté, la discrimination et l'exploitation de manière disproportionnée. La discrimination basée sur le genre signifie que les femmes finissent souvent par occuper des postes précaires et faiblement rémunérés et qu'elles constituent une petite minorité des personnes qui remplissent des fonctions de cadre. La discrimination entrave l'accès aux actifs économiques comme la terre et les prêts. Elle limite la participation des femmes à l'élaboration des politiques économiques et sociales. En outre, étant donné que les femmes effectuent la majorité des tâches ménagères, il ne leur reste souvent pas beaucoup de temps pour exploiter les possibilités économiques qui sont disponibles.

### SUIVEZ ONU FEMMES SUR :

[www.onufemmes.org](http://www.onufemmes.org)

[www.facebook.com/onufemmes](https://www.facebook.com/onufemmes)

[www.twitter.com/onufemmes](https://www.twitter.com/onufemmes)

[www.youtube.com/unwomen](https://www.youtube.com/unwomen)

[www.flickr.com/unwomen](https://www.flickr.com/unwomen)

## Nos solutions

Nombre d'engagements internationaux soutiennent l'autonomisation économique des femmes, y compris le Programme d'action de Beijing, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et une série de conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'égalité des sexes. ONU Femmes soutient l'autonomisation économique des femmes conformément à ces instruments et aux preuves probantes, de plus en plus nombreuses, qui indiquent que l'égalité des sexes contribue de manière significative à la progression des économies et au développement durable.

Œuvrant avec des partenaires de divers secteurs, nos programmes favorisent la capacité des femmes à obtenir des emplois décents, à accumuler des actifs, et à influencer les institutions et les politiques publiques qui déterminent la croissance et le développement. L'un des domaines prioritaires, sur lesquels se concentrent nos programmes, implique le plaidoyer pour évaluer les soins que dispensent les femmes sans être rémunérées et pour prendre des mesures afin que les femmes et les hommes puissent plus facilement combiner ces tâches avec un emploi rémunéré.

Dans tous ses programmes d'autonomisation économique, ONU Femmes cherche à atteindre les femmes qui sont le plus dans le besoin, en travaillant souvent avec des organisations locales et de la société civile. Les groupes tout particulièrement marginalisés comprennent les femmes en milieu rural, les employées domestiques, certaines travailleuses migrantes et les femmes peu qualifiées. Nous nous donnons pour objectifs des revenus plus élevés, un meilleur accès aux ressources et un contrôle plus rigoureux de ces ressources, et une plus grande sécurité, notamment une protection contre la violence.



## Comment nous faisons la différence

Nos succès récents à travers le monde :

**MAROC** : ONU Femmes et l'Association démocratique des femmes du Maroc ont conclu un partenariat visant à la formation des femmes soualuyates qui sont traditionnellement exclues du leadership, de la mobilisation de la communauté et qui n'ont aucun droit foncier. Fait sans précédent, ce projet contribue à attirer l'attention des médias et du public sur le sort de ces femmes. En 2012, le gouvernement a jugé que les femmes soualuyates devraient jouir des mêmes droits dans le cadre des transferts fonciers.

**NÉPAL** : Le travail de longue date d'ONU Femmes avec des travailleuses migrantes au Népal a mené à des résultats concrets, comme par exemple la création d'un réseau de travailleuses migrantes qui reviennent au pays, la législation qui a permis de renforcer les droits et les règlements qui offrent une protection pour les 2,7 millions de travailleuses migrantes que compte le pays. Plus récemment, ONU Femmes a soutenu l'élaboration de la politique de l'emploi des étrangers, adoptée en 2012, qui comprend une section distincte portant sur les droits des employées domestiques.

**TANZANIE** : ONU Femmes a apporté son soutien au ministère du Commerce dans le cadre de l'examen des principales politiques commerciales et de développement des entreprises en tenant compte des questions de genre. De nouveaux mécanismes sont mis en place pour protéger les femmes contre l'exploitation, améliorer leur accès aux possibilités offertes par l'Union douanière de la Communauté de l'Afrique de l'Est et soutenir la formation d'entreprises.

**À L'INTERNATIONAL** : En 2012, 292 entreprises réparties dans 17 pays ont signé les Principes d'autonomisation des femmes sur la responsabilité sociale d'entreprise pour l'égalité des sexes, qui ont été élaborés par ONU Femmes et le Pacte mondial de l'ONU, portant ainsi le nombre total d'entreprises à 59. Pour tout complément d'information, voir le site [www.wepinciples.org](http://www.wepinciples.org).

### LE PORTAIL DE CONNAISSANCES

ONU Femmes est en passe de créer une communauté mondiale ouverte en faveur de l'autonomisation économique des femmes sur le portail web [www.empowerwomen.org](http://www.empowerwomen.org). Ce Portail de connaissances offre la possibilité à ses adhérents de trouver et de partager des ressources et des outils pédagogiques ; de se connecter à des pairs et des experts ; et de discuter de nouvelles idées, de donner jour à de nouvelles idées et de promouvoir l'autonomisation économique des femmes. Il rassemble un éventail varié de partenaires, de réseaux et de membres d'organisations internationales, du secteur privé, des gouvernements, des universités et de la société civile.

### L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE EN FAITS ET CHIFFRES

#### Les avantages de l'autonomisation économique :

- Lorsque plus de femmes travaillent, les économies se développent. Si le taux d'emploi rémunéré des femmes était augmenté au même niveau que celui des hommes, le Produit intérieur brut des États-Unis afficherait une hausse de 9 pour cent environ, alors que celui de la zone euro grimperait de 13 pour cent et celui du Japon de 16 pour cent. Dans 15 grandes économies en développement, le revenu par habitant augmenterait de 14 pour cent d'ici 2020, et de 20 pour cent d'ici 2030.
- Une analyse des entreprises Fortune 500 a révélé que celles qui comptent le plus de femmes à des postes de direction affichaient un retour aux actionnaires 34 pour cent supérieur au retour affiché par les entreprises dotées de la plus faible représentation féminine.
- Les preuves qui émanent de tout un éventail de pays suggèrent que le fait d'accroître la part du revenu d'un foyer qui est contrôlée par une femme, soit par le biais de ses propres économies ou de transferts monétaires, modifie les dépenses d'une manière qui profite aux enfants.

#### Les femmes dans la vie active :

- Dans la majorité des pays, les salaires des femmes représentent entre 70 et 90 pour cent ceux des hommes, certains pays d'Asie et d'Amérique latine affichant même des ratios plus bas.
- En 2011, 50,5 pour cent des femmes qui travaillent à l'échelle mondiale occupaient des postes précaires, souvent sans bénéficier de la protection que confère une législation du travail, contre 48,2 pour cent d'hommes. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de travailler à des postes précaires en Afrique du Nord (55 pour cent contre 32 pour cent), au Moyen-Orient (42 pour cent contre 27 pour cent) et en Afrique sub-saharienne (presque 85 pour cent contre 70 pour cent).
- Si les femmes avaient le même accès que les hommes aux actifs de production, la production agricole dans 34 pays en voie de développement augmenterait en moyenne d'environ 4 pour cent. Cela pourrait réduire le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays de jusqu'à 17 pour cent, ce qui se traduirait par une baisse du nombre de personnes souffrant de la faim de 150 millions.